

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 35.355/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 14 avril 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 142 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et portant coordination de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers", a donné le 2 juillet 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.355/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 april 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 142 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en de coördinatie van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van financiële instrumenten", heeft op 2 juli 2003 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Observations générales

1. Le projet d'arrêté royal soumis à l'avis de la section de législation a pour principal objet de coordonner les dispositions de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers et les dispositions législatives qui ont modifié cet arrêté.

Il trouve son fondement dans l'article 133, § 9, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers qui dispose ce qui suit :

"Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut, sur avis de la CBF, coordonner les dispositions du même arrêté et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où la coordination sera établie.

A cette fin, Il peut notamment :

- 1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la nouvelle numérotation;
- 3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Les coordinations porteront l'intitulé déterminé par le Roi."

Il résulte de cette habilitation que le Roi peut apporter des modifications de forme à la rédaction des dispositions à coordonner pour assurer leur concordance et unifier la terminologie utilisée. En outre, même si elle ne le prévoit pas expressément, cette habilitation permet également au Roi d'apporter des modifications de forme à la rédaction des textes originels pour corriger les erreurs de langue ou de grammaire que ceux-ci contiendraient. Le simple souci d'assurer une rédaction plus élégante des dispositions à coordonner excède toutefois les limites de cette habilitation.

Envisagé sous cet angle, l'examen de la version néerlandaise des dispositions coordonnées révèle que l'auteur du projet a procédé à une reformulation plus ou moins profonde de nombreux articles originels, en remplaçant des mots ou en modifiant l'ordre des mots des phrases originelles, sans que ces changements soient justifiés par le souci d'assurer la concordance des dispositions à coordonner, d'en unifier la terminologie ou de remédier à des erreurs de langue ou de grammaire. Même lorsqu'elles ne portent pas atteinte aux principes inscrits dans les dispositions concernées, ces modifications de forme excèdent l'habilitation conférée au Roi par l'article 133, § 9, de la loi du 2 août 2002, précitée.

A titre d'exemple, à l'article 12 du texte coordonné (article 9bis originel), les modifications qui excèdent l'habilitation de coordination sont les suivantes :

- Dans la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, le changement de l'ordre des mots de la phrase "De aangesloten leden die voor eigen rekening vervangbare financiële instrumenten rechtstreeks aanhouden bij de vereffeningsinstelling kunnen (hun rechten van mede-eigendom bedoeld in artikel 1bis) alleen laten gelden jegens die instelling" qui devient "De aangesloten leden die rechtstreeks bij de vereffeningsinstelling vervangbare financiële instrumenten aanhouden voor eigen rekening kunnen (hun rechten van mede-eigendom bedoeld in artikel 2) alleen jegens die instelling laten gelden";
- dans l'alinéa 1^{er}, 2°, le changement de l'ordre des mots de la phrase "rechtstreeks hun associatieve rechten uitoefenen bij de emittent" qui devient "hun associatieve rechten rechtstreeks uitoefenen bij de emittent";

.../...

- dans l'alinéa 2, le remplacement des mots "op collectieve wijze" par le mot "collectief" et le remplacement des mots "in welke vorm dan ook" par les mots "in welke vorm ook";
- dans l'alinéa 3, le changement de l'ordre des mots de la phrase "Indien, in het geval bedoeld in het vorige lid, deze algemeenheid onvoldoende is om de volledige terugbetaling toe te laten van de op rekening geboekte verschuldigde financiële instrumenten, wordt zij verdeeld onder de eigenaars in verhouding tot hun rechten" qui devient "Indien deze algemeenheid in het in het vorige lid bedoelde geval, onvoldoende is om de volledige terugbetaling toe te laten van de op rekening geboekte verschuldigde financiële instrumenten, wordt zij onder de eigenaars verdeeld in verhouding tot hun rechten";
- dans l'alinéa 4, le remplacement des mots "het aantal" par les mots "een aantal";
- dans le même alinéa 4, le changement de l'ordre des mots de la phrase "nadat het volledig aantal financiële instrumenten van de door haar voor rekening van derden aangehouden financiële instrumenten is teruggegeven" qui devient "nadat het totale aantal financiële instrumenten van dezelfde categorie dat zij voor rekening van derden houdt, is teruggegeven" ¹.

Dès lors que la version néerlandaise en projet est maintenue ², il convient, pour remédier au dépassement de l'habilitation de coordination, de soumettre l'arrêté examiné à la confirmation du législateur. En effet, seule cette confirmation permet d'éviter que des contestations naissent à l'avenir quant à savoir si le Roi est ou non resté dans les limites de l'habilitation qui lui a été donnée par l'article 133, § 9, de la loi du 2 août 2002, précitée. Lors de cette confirmation législative, il est aussi recommandé d'abroger les

(1) Pour sa part, l'ajout des mots "dezelfde categorie" se justifie, car il assure la concordance tant avec la version française de l'article 12 en projet (l'article 9bis originel) qu'avec les versions française et néerlandaise de l'article 13, alinéa 2, en projet (l'article 10, alinéa 2, originel).

(2) Dans ce cas, l'auteur du projet doit veiller à ce que la version française originelle soit, le cas échéant, adaptée pour concorder avec la nouvelle version néerlandaise. Il en va ainsi lorsque l'auteur du projet remplace, par exemple, une phrase rédigée sous la forme passive par une phrase utilisant la forme active (voir les articles 3 et 12, alinéa 4, du texte coordonné).

dispositions originelles qui ont fait l'objet de la coordination ainsi que les dispositions originelles devenues superflues et qui ne sont pas reproduites dans la coordination, de manière à ce qu'il ne subsiste plus dans l'ordre juridique que le texte coordonné reproduit en annexe au projet d'arrêté examiné.

Enfin, il incombe à l'auteur du projet de veiller à ce que l'entrée en vigueur du projet d'arrêté ait lieu le même jour que l'entrée en vigueur de la confirmation législative.

2. La méthode suivie par la coordination en projet appelle des observations en ce qui concerne les notes de bas de page et les annexes à joindre aux dispositions coordonnées.

Chaque article du texte coordonné doit faire l'objet d'une note de bas de page permettant de retrouver le texte originel de chaque disposition coordonnée et d'identifier les changements apportés par la coordination au texte originel. Plus précisément, selon les recommandations de légistique formelle, les notes de bas de page indiquent dans l'ordre : l'identification du texte originel, l'article particulier auquel correspond l'article de la coordination, les modifications encore pertinentes subies par l'article originel et, enfin, les changements que la coordination apporte au texte originel. Compte tenu de ces recommandations, il convient que l'auteur du projet :

- transforme en notes de bas de page les données énoncées entre crochets au début de chaque article du texte coordonné;
- corrige certaines données inexactes (voir les observations particulières formulées ci-après sous chaque article du texte coordonné);
- complète les données relatives à chaque article, en énonçant clairement tous les changements que la coordination apporte au texte originel et, spécialement, les changements de mots ou d'ordre des mots, les omissions ainsi que l'adaptation des références internes.

Par ailleurs, doivent être jointes en annexe au texte coordonné :

- la liste des dispositions non reprises dans le texte coordonné. En l'espèce, est seul concerné l'article 14 de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers, qui dispose : "Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté" ³;
- deux tables de concordance, l'une établie à partir de chaque article du texte originel vers l'article correspondant du texte coordonné ⁴, l'autre établie à partir de chaque article du texte coordonné vers l'article correspondant du texte originel;
- des notes justificatives mentionnant les raisons pour lesquelles des changements sont apportés aux dispositions originelles. Ces notes justificatives ne doivent pas nécessairement être propres à un article. Elles peuvent contenir des remarques générales applicables à plusieurs articles et être présentées en fonction de leur objet (par exemple, unification de la terminologie, respect des règles de légistique, correction des erreurs de langue ou de grammaire).

Observations particulières relatives au projet d'arrêté de coordination

Préambule

1. A l'alinéa 1^{er}, compte tenu des observations formulées ci-après à propos de l'article 1^{er} du projet d'arrêté, seul l'article 133, § 9, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers doit être mentionné comme fondement légal du projet. In fine, il faut donc écrire "notamment, l'article 133, § 9" au lieu de "notamment les articles 133, § 9, 142 et 149".

(3) A distinguer de l'article 14 inséré par la loi du 7 avril 1995, article 18 et remplacé par la loi du 15 juillet 1998, article 17.

(4) Lorsqu'un article du texte originel n'est pas repris dans le texte coordonné, la table de concordance le mentionne.

2. Il convient d'insérer entre les alinéas 1^{er} et 2 un alinéa visant l'avis de l'inspecteur des finances donné le 7 mars 2003.

Dispositif

Article 1^{er}

Cet article fixe l'entrée en vigueur de l'article 142 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers qui abroge les articles 5 et 6 de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres ⁵.

La fixation de cette entrée en vigueur est cependant inutile car l'article 142 de la loi du 2 août 2002, précitée, est déjà entré en vigueur le 1^{er} juin 2003, en vertu de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 3 avril 2003 fixant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

L'article 1^{er} du projet d'arrêté doit, dès lors, être omis.

Article 2

Les modifications apportées à l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967, précité, par la loi du 10 mars 1999 visée au 4° ne paraissent plus pertinentes, en raison de l'entrée en vigueur de l'article 8 de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres, à la date du 4 septembre 2002.

Il convient, dès lors, d'omettre le 4°.

⁽⁵⁾ Ces articles 5 et 6 qui ont respectivement pour objet de modifier l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967, précité, et d'insérer un article 1^{er} bis dans ce même arrêté, n'ont jamais été mis en vigueur.

Article 4

Il est renvoyé à l'observation générale recommandant de faire entrer en vigueur l'arrêté examiné à la date d'entrée en vigueur de sa confirmation par le législateur.

Observations particulières relatives aux dispositions coordonnées

Dispositif

Article 1^{er}

1. Dans la version française du texte coordonné, l'intitulé de la loi du 2 août 2002 est incomplet. Il faut écrire "loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers".

2. Au 1°, il faut remplacer le sigle BNB par les mots "Banque nationale de Belgique". Cette observation vaut également pour l'article 2.

3. Dans la note de bas de page, l'article originel doit être identifié comme suit : "Arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967, article 1^{er}, remplacé par la loi du 2 août 2002, article 133, § 1^{er}".

Article 2

1. Dans la version française du texte coordonné, à l'alinéa 2, il faut écrire "alinéas 2 à 4" au lieu de "alinéas 2 et 4".

2. Dans la note de bas de page, il faut omettre le mot "ancien" et suivre le modèle indiqué à l'observation n° 3 sous l'article 1^{er}. Cette observation vaut pour l'ensemble du texte coordonné.

.../...

Article 3

1. Dans la version française du texte coordonné, il faut écrire "des instruments financiers" au lieu de "des instruments".

2. Dans la note de bas de page, l'article originel doit être identifié comme suit : "Arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967, article 2, modifié par la loi du 15 juillet 1998, articles 4 et 8, ainsi que par la loi du 2 août 2002, article 133, § 3."

Article 6

1. A l'alinéa 4, compte tenu de l'évolution de la terminologie du droit financier, la question se pose de savoir s'il ne serait pas préférable de remplacer les mots "agents de change et banquiers" par les mots "intermédiaires financiers". En vertu de l'article 2, 9°, de la loi du 2 août 2002, précitée, ces mots désignent en effet "toute personne qui a pour activité habituelle de fournir des services d'investissement à titre professionnel".

2. Outre ce changement de termes, il serait plus correct de rédiger l'alinéa 4 comme suit : "Les intermédiaires financiers sont dispensés d'inscrire dans leurs livres les numéros des instruments fongibles qu'ils sont chargés de négocier". En effet, il est grammaticalement inexact d'écrire "inscription sur leurs livres".

Article 7

Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la version française, il serait grammaticalement plus correct de remplacer le mot "chez" par "auprès de" et d'écrire "identifiés par leur nature" au lieu de "identifiés par nature".

Article 9

Lorsque l'auteur du projet veut se référer à un alinéa déterminé, il doit se référer à cet alinéa en mentionnant son numéro au lieu de renvoyer à "l'alinéa précédent". Ainsi, à l'alinéa 3, les mots "l'alinéa précédent" doivent être remplacés par les mots "l'alinéa 2". Cette remarque vaut également pour la suite du texte coordonné.

Article 10

Dans la version française, il faut insérer le mot "à" entre les mots "ait été versé" et les mots "l'organisme de liquidation".

Article 11

1. Dans la version française de l'alinéa 2, il faut écrire "en vertu d'engagements conditionnels" au lieu de "en vertu des engagements conditionnels".

2. Dans la version néerlandaise de l'alinéa 2, les mots "tot levering van effecten" qui suivent les mots "of verbintenissen op termijn" ont été omis sans justification. En supprimant ces mots, l'auteur du projet élimine une discordance entre les versions française et néerlandaise de l'alinéa 2.

Comme les deux versions originelles sont de force obligatoire équivalente, le choix entre celles-ci doit se faire - mise à part la rectification d'erreurs purement matérielles ou manifestes - sur le fondement d'indications relatives à la volonté présumée du législateur, telles qu'elles peuvent notamment se dégager des travaux préparatoires relatifs aux dispositions concernées. Lorsqu'il n'apparaît pas ou pas très clairement pour quel motif l'une des versions est préférée à l'autre, cette préférence équivaut à modifier la teneur de l'une des versions au moins de la loi.

Dès lors, à défaut pour l'auteur du projet de fournir les éléments qui justifient clairement le choix opéré, la suppression des mots "tot levering van effecten" ne peut être admise que moyennant la confirmation du législateur sur ce point.

Article 14

Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, il faut écrire "insaisissables" au lieu de "saisissables".

Article 16

Dans la version française, il faut omettre le mot "article".

Article 17

Dans la note de bas de page, l'article originel doit être identifié comme suit :
"Arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967, article 13, remplacé par la loi du 15 juillet 1998, article 16.".

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerp van koninklijk besluit dat ter fine van advies aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, strekt vooral tot coördinatie van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de financiële instrumenten en van de wetsebepalingen waarbij dat besluit gewijzigd is.

Het ontwerpbesluit vindt zijn rechtsgrond in artikel 133, § 9, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, welke bepaling als volgt luidt :

"Bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad kan de Koning, op advies van de CBF, de bepalingen van hetzelfde besluit coördineren met de bepalingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend wijzigingen hebben aangebracht tot het tijdstip van de coördinatie.

Te dien einde kan Hij inzonderheid :

- 1° de te coördineren bepalingen anders inrichten, inzonderheid opnieuw ordenen en vernummern;
- 2° de verwijzingen in de te coördineren bepalingen dienovereenkomstig vernummern;
- 3° de te coördineren bepalingen met het oog op onderlinge overeenstemming en eenheid van terminologie herschrijven, zonder te raken aan de erin neergelegde beginselen.

De coördinatie krijgt het opschrift bepaald door de Koning".

Uit deze machtiging volgt dat de Koning de te coördineren bepalingen met het oog op onderlinge overeenstemming en eenheid van terminologie kan herschrijven.

.../...

Hoewel die machtiging zulks niet uitdrukkelijk bepaalt, stelt ze de Koning daarenboven in staat om de oorspronkelijke regelingen te herschrijven teneinde de daarin vervatte schrijffouten en grammaticale fouten te verbeteren. De loutere bedoeling om voor een elegantere redactie van de te coördineren bepalingen te zorgen, reikt evenwel verder dan de perken van deze machtiging.

Gezien vanuit dit oogpunt blijkt uit het onderzoek van de Nederlandse tekst van de gecoördineerde bepalingen dat de steller van het ontwerp vele oorspronkelijke bepalingen min of meer grondig geherformuleerd heeft door daarin woorden te vervangen of door de woordvolgorde van de oorspronkelijke zinnen te wijzigen zonder dat die wijzigingen gerechtvaardigd zijn door de bedoeling om te zorgen voor onderlinge overeenstemming tussen de te coördineren bepalingen, voor eenheid van terminologie of voor het verbeteren van schrijffouten en grammaticale fouten. Zelfs als met die vormwijzigingen niet wordt geraakt aan de beginselen die in de bepalingen in kwestie zijn neergelegd, reiken ze verder dan de machtiging die bij artikel 133, § 9, van de voormelde wet van 2 augustus 2002 aan de Koning is verleend.

Zo bijvoorbeeld reiken in artikel 12 van de gecoördineerde tekst (het oorspronkelijke artikel 9bis) de volgende wijzigingen verder dan de machtiging tot coördinatie :

- in de inleidende zin van het eerste lid, de wijziging van de woordvolgorde, waardoor "De aangesloten leden die voor eigen rekening vervangbare financiële instrumenten rechtstreeks aanhouden bij de vereffeningsinstelling kunnen (hun rechten van mede-eigendom bedoeld in artikel 1bis) alleen laten gelden jegens die instelling" vervangen wordt door "De aangesloten leden die rechtsreeks bij de vereffeningsinstelling vervangbare financiële instrumenten aanhouden voor eigen rekening kunnen (hun rechten van mede-eigendom bedoeld in artikel 2) alleen jegens die instelling laten gelden";
- in het eerste lid, 2°, de wijziging van de woordvolgorde, waardoor "rechtstreeks hun associatieve rechten uitoefenen bij de emittent" vervangen wordt door "hun associatieve rechten rechtstreeks uitoefenen bij de emittent";

- in het tweede lid, de vervanging van de woorden "op collectieve wijze" door het woord "collectief" en de vervanging van de woorden "in welke vorm dan ook" door de woorden "in welke vorm ook";
- in het derde lid, de wijziging van de woordvolgorde, waardoor "Indien, in het geval bedoeld in het vorige lid, deze algemeenheid onvoldoende is om de volledige terugbetaling toe te laten van de op rekening geboekte verschuldigde financiële instrumenten, wordt zij verdeeld onder de eigenaars in verhouding tot hun rechten" vervangen wordt door "Indien deze algemeenheid in het in het vorige lid bedoelde geval, onvoldoende is om de volledige terugbetaling toe te laten van de op rekening geboekte verschuldigde financiële instrumenten, wordt zij onder de eigenaars verdeeld in verhouding tot hun rechten";
- in het vierde lid, de vervanging van de woorden "het aantal" door de woorden "een aantal";
- in hetzelfde vierde lid, de wijziging van de woordvolgorde, waardoor "nadat het volledig aantal financiële instrumenten van de door haar voor rekening van derden aangehouden financiële instrumenten is teruggegeven" vervangen wordt door "nadat het totale aantal financiële instrumenten van dezelfde categorie dat zij voor rekening van derden houdt, is teruggegeven" ¹.

Wanneer de ontworpen Nederlandse tekst wordt behouden², dient het thans onderzochte besluit ter bekrachtiging aan de wetgever te worden voorgelegd teneinde de overschrijding van de machtiging tot coördinatie te ondervangen. Alleen door zulk een bekrachtiging kan immers worden voorkomen dat er in de toekomst onenigheid ontstaat over de vraag of de Koning al dan niet binnen de perken is gebleven van de machtiging die

(1) De toevoeging van de woorden "dezelfde categorie", harerzijds, is gerechtvaardigd, aangezien daardoor gezorgd wordt voor overeenstemming, zowel met de Franse tekst van het ontworpen artikel 12 (het oorspronkelijke artikel 9bis) als met de Nederlandse en de Franse tekst van het ontworpen artikel 13, tweede lid (het oorspronkelijke artikel 10, tweede lid).

(2) In dat geval dient de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat de oorspronkelijke Franse tekst in voorkomend geval aan de nieuwe Nederlandse tekst wordt aangepast. Dat dient te gebeuren wanneer de steller van het ontwerp bijvoorbeeld een zin met een passieve constructie vervangt door een zin met een actieve constructie (zie de artikelen 3 en 12, vierde lid, van de gecoördineerde tekst).

hem bij artikel 133, § 9, van de voormelde wet van 2 augustus 2002 is verleend. Voorts is het aan te bevelen om bij die bekrachtiging door de wetgever over te gaan tot de opheffing van de oorspronkelijke bepalingen die in de coördinatie zijn opgenomen en van de oorspronkelijke bepalingen die, doordat ze overbodig zijn geworden, niet in de coördinatie zijn opgenomen, opdat in de rechtsorde nog alleen de gecoördineerde tekst bestaat die een bijlage vormt van het onderzochte ontwerpbesluit.

Ten slotte staat het aan de steller van het ontwerp om ervoor te zorgen dat de inwerkingtreding van het ontwerpbesluit samenvalt met de inwerkingtreding van de bekrachtigingswet.

2. De methode die in de ontworpen coördinatie wordt gevolgd, geeft aanleiding tot opmerkingen betreffende de voetnoten en de bijlagen die bij de gecoördineerde bepalingen moeten worden gevoegd.

Bij ieder artikel van de gecoördineerde tekst moet een voetnoot worden geplaatst zodat de oorspronkelijke tekst van iedere gecoördineerde bepaling kan worden teruggevonden en kan worden vastgesteld welke wijzigingen bij de coördinatie in de oorspronkelijke regeling zijn aangebracht. Meer in het bijzonder moeten volgens de aanbevelingen van de wetgevingstechniek in de voetnoten in deze volgorde worden vermeld : de aard en datum van de oorspronkelijke regeling, de bepalingen waarop het artikel van de coördinatie teruggaat, de nog geldende wijzigingen die het oorspronkelijke artikel heeft ondergaan, en, ten slotte, de wijzigingen die door de coördinatie in de oorspronkelijke tekst worden aangebracht. Gelet op die aanbevelingen, zou de steller van het ontwerp :

- de gegevens die vooraan in elk artikel van de gecoördineerde tekst tussen ronde haakjes worden vermeld, moeten weergeven in de vorm van voetnoten;
- sommige onjuiste gegevens moeten verbeteren (zie de bijzondere opmerkingen die hierna bij elk artikel van de gecoördineerde tekst worden gemaakt);
- de gegevens betreffende ieder artikel moeten aanvullen door duidelijk melding te maken van alle wijzigingen die bij de coördinatie in de oorspronkelijke tekst worden

.../...

aangebracht, en, inzonderheid, van de wijziging van woorden of van de woordvolgorde, van de weglatingen en van de aanpassing van de interne verwijzingen.

Voorts dient de gecoördineerde tekst vergezeld te gaan van de volgende bijlagen :

- de lijst van de bepalingen die niet in de gecoördineerde tekst zijn opgenomen. In casu gaat het alleen om artikel 14 van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de financiële instrumenten, welke bepaling als volgt luidt : "Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit" ³;
- twee concordantietabellen, waarvan de ene voor ieder artikel van de oorspronkelijke tekst het overeenkomstige artikel van de gecoördineerde tekst vermeldt ⁴ en de andere voor ieder artikel van de gecoördineerde tekst het overeenkomstige artikel van de oorspronkelijke tekst opgeeft;
- verantwoordingsnota's waarin aangegeven wordt waarom in de oorspronkelijke bepalingen wijzigingen worden aangebracht. Die verantwoordingsnota's hoeven niet noodzakelijk op één enkel artikel betrekking te hebben. Ze kunnen algemene opmerkingen bevatten die voor verscheidene artikelen gelden en ze kunnen opgenomen worden naargelang van hun thema (bijvoorbeeld de bevordering van de eenheid van terminologie, de naleving van de regels van de wetgevingstechniek, het verbeteren van schrijffouten en grammaticale fouten).

⁽³⁾ Niet te verwarren met het artikel 14 dat is ingevoegd bij artikel 18 van de wet van 7 april 1995 en vervangen is bij artikel 17 van de wet van 15 juli 1998.

⁽⁴⁾ Wanneer een artikel van de oorspronkelijke tekst niet in de gecoördineerde tekst is overgenomen, wordt dat in de concordantietabel vermeld.

Bijzondere opmerkingen over het ontwerp van coördinatiebesluit

Aanhef

1. Gelet op de opmerkingen die hierna worden gemaakt over artikel 1 van het ontwerpbesluit, behoort in het eerste lid alleen te worden verwezen naar artikel 133, § 9, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten als rechtsgrond van het ontwerp. In fine behoort dan ook te worden geschreven "..., inzonderheid op artikel 133, § 9" in plaats van "..., inzonderheid op de artikelen 133, § 9, 142 en 149".

2. Tussen het eerste en het tweede lid dient een lid te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 7 maart 2003.

Dispositief

Artikel 1

Dit artikel stelt de inwerkingtreding vast van artikel 142 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, dat de artikelen 5 en 6 van de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels opheft ⁵.

Het is evenwel nutteloos deze inwerkingtreding vast te stellen, omdat artikel 142 van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 reeds in werking getreden is op 1 juni 2003, krachtens artikel 1, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 3 april 2003 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

⁽⁵⁾ Deze artikelen 5 en 6, die respectievelijk tot doel hebben artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 te wijzigen en in hetzelfde besluit een artikel 1bis in te voegen, zijn nooit in werking gesteld.

Artikel 1 van het ontwerp van besluit dient derhalve te vervallen.

Artikel 2

De wijzigingen die in het voormelde koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 aangebracht zijn bij de wet van 10 maart 1999 waarnaar in onderdeel 4° verwezen wordt, lijken niet meer relevant wegens de inwerkingtreding op 4 september 2002 van artikel 8 van de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels.

Onderdeel 4° dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 4

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking waarin de aanbeveling wordt gedaan om de inwerkingtreding van het onderzochte besluit te laten samenvallen met de inwerkingtreding van de bekrachtigingswet.

Bijzondere opmerkingen betreffende de gecoördineerde bepalingen

Dispositief

Artikel 1

1. In de Franse versie van de gecoördineerde tekst is het opschrift van de wet van 2 augustus 2002 onvolledig. Men schrijve "loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers".

2. In onderdeel 1° dient het letterwoord NBB te worden vervangen door de woorden "Nationale Bank van België". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 2.

.../...

3. In de voetnoot dient het oorspronkelijke artikel te worden aangegeven als volgt : "Koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967, artikel 1, vervangen bij de wet van 2 augustus 2002, artikel 133, § 1".

Artikel 2

1. In de Franse versie van de gecoördineerde tekst dient in het tweede lid "alinéas 2 à 4" in plaats van "alinéas 2 et 4" te worden geschreven.

2. In de voetnoot dient het woord "vroeger" te vervallen en dient het model te worden gevolgd dat in opmerking nr. 3 bij artikel 1 aangegeven is. Deze opmerking geldt voor het geheel van de gecoördineerde tekst.

Artikel 3

1. In de Franse versie van de gecoördineerde tekst dient men "des instruments financiers" in plaats van "des instruments" te schrijven.

2. In de voetnoot dient het oorspronkelijke artikel te worden aangegeven als volgt : "Koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967, artikel 2, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1998, artikelen 4 en 8, alsmede bij de wet van 2 augustus 2002, artikel 133, § 3".

Artikel 6

1. Gelet op de ontwikkeling van de terminologie in het financiële recht, rijst de vraag of het niet verkieslijk is in het vierde lid de woorden "wisselagenten en bankiers" te vervangen door de woorden "financiële tussenpersoon". Krachtens artikel 2, 9°, van de voornoemde wet van 2 augustus 2002 betekenen deze woorden immers "elke persoon van wie het gewone bedrijf bestaat in het beroepsmatig verrichten van beleggingsdiensten".

.../...

2. Benevens deze verandering van terminologie zou het correcter zijn in de Franse versie het vierde lid als volgt te redigeren : "Les intermédiaires financiers sont dispensés d'inscrire dans leurs livres les numéros des instruments fongibles qu'ils sont chargés de négocier". Het is immers grammaticaal onjuist te schrijven "inscription sur leurs livres".

Artikel 7

In paragraaf 1, eerste lid, van de Franse versie is het uit een grammaticaal oogpunt correcter het woord "chez" te vervangen door de woorden "auprès de" en te schrijven "identifiés par leur nature" in plaats van "identifiés par nature".

Artikel 9

Wanneer het de bedoeling van de steller van het ontwerp is te verwijzen naar een bepaald lid, dient hij bij de verwijzing naar dat lid het nummer ervan te vermelden in plaats van te verwijzen naar het "vorige lid". Zo dienen in het derde lid de woorden "het vorige lid" te worden vervangen door de woorden "het tweede lid". Deze opmerking geldt eveneens voor het vervolg van de gecoördineerde tekst.

Artikel 10

In de Franse versie dient het woord "à" te worden ingevoegd tussen de woorden "ait été versé" en de woorden "l'organisme de liquidation".

Artikel 11

1. In de Franse versie van het tweede lid dient te worden geschreven "en vertu d'engagements conditionnels" in plaats van "en vertu des engagements conditionnels".

.../...

2. In de Nederlandse versie van het tweede lid zijn de woorden "tot levering van effecten" die volgen op de woorden "of verbintenissen op termijn" zonder rechtvaardiging weggelaten. Door deze woorden weg te laten werkt de steller van het ontwerp een gebrek aan overeenstemming weg tussen de Franse en de Nederlandse versie van het tweede lid.

Aangezien de twee originele versies dezelfde bindende kracht hebben, dient bij de keuze ervan - ongeacht de rechtzetting van louter materiële of duidelijke vergissingen - gesteund te worden op aanwijzingen betreffende de vermoedelijke wil van de wetgever, zoals die onder meer kunnen blijken uit de parlementaire voorbereiding van de betrokken bepalingen. Wanneer niet of niet zeer duidelijk blijkt om welke reden aan een van de versies de voorkeur wordt gegeven, komt deze voorkeur neer op een wijziging van de strekking van ten minste een van de versies van de wet.

Doordat de steller van het ontwerp niet de gegevens verstrekt die de gemaakte keuze duidelijk wettigen, kan de weglating van de woorden "tot levering van effecten" derhalve alleen worden aanvaard als de wetgever dit bekrachtigt.

Artikel 14

In de Franse versie van het eerste lid dient "insaisissables" in plaats van "saisissables" te worden geschreven.

Artikel 16

In de Franse versie dient het woord "article" te vervallen.

Artikel 17

In de voetnoot dient het oorspronkelijke artikel te worden aangegeven als volgt : "Koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967, artikel 13, vervangen bij de wet van 15 juli 1998, artikel 16".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
Mevrouwen

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été présentée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd opgesteld door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS